



COMBAT OUVRIER

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

SAMEDI 8 MAI 1982

N° 160

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

**UNE SEULE PERSPECTIVE POUR
LES TRAVAILLEURS ET LES
PAUVRES : SE PRÉPARER POUR
LES LUTTES A VENIR**

Ils vont, ils viennent, ils bavardent, ils partent. Les émissions du gouvernement socialiste ne nous changent guère de la ronde de ministres à laquelle nous avons habitués le précédent gouvernement.

Nous avons eu Emmanuelli, Defferre, maintenant c'est Le Pensec, demain ce sera Henry, ministre du temps libre, sans compter les secrétaires de cabinet, les chargés de mission, les spécialistes de ceci ou de cela qui débarquent tout aussi régulièrement et tout aussi inutilement que sous le précédent gouvernement.

Car ils continuent à nous abreuver de discours, de promesses, de projets de plans de développement, de programmes d'action mirobolants. Ils vont faire, ils s'engagent à, ils étudient, ils ont l'intention de, ils promettent, bref, ce sont toujours les mêmes propos pour toujours aussi peu d'effets.

Il sortira peut-être de ce flot de paroles creuses quelques réalisations pratiques qui serviront quelques intérêts privés, des subventions par ci, des avantages par là. Mais pour la grande masse de la population, qu'y aura-t-il de changé ? Rien.

Car ce gouvernement est incapable de changer quoi que ce soit de fondamental aux Antilles. Il est incapable de mettre fin à la domination coloniale de quelques riches capitalistes sur la terre, sur le commerce et l'importation. Il est incapable de mettre fin au racisme officiel qui veut que quelques Blancs fassent la loi sur un peuple de Noirs dans tous les rouages de l'administration. Et s'il en est incapable, c'est parce que fondamentalement il ne le veut pas, parce qu'il protège les intérêts des riches et des patrons, parce que cette administration raciste est la sienne et qu'il n'entend pas la changer.

Les travailleurs, les pauvres, n'ont rien à attendre de ce gouvernement. Ceux qui, comme les partis de la gauche antillaise, les appellent à faire confiance à ce gouvernement, même avec des réserves, les trompent. Cette gauche antillaise, PC, PPM, PS, s'appuie sur le gouvernement français, exhorte les travailleurs et les pauvres à la patience et à l'attente parce qu'elle a peur des mouvements des masses, des luttes, des initiatives des travailleurs. Elle ne tient pas non plus à remettre en cause fondamentalement les biens et les privilèges des riches, à appeler les pauvres, à s'emparer des terres, des entreprises, des maisons, des moyens de communication et de transport, de tout ce que les bourgeois détiennent frauduleusement parce qu'ils l'ont acquis sur l'exploitation des pauvres. Cette gauche est lâche, pusillanime, servilement accrochée aux basques d'un gouvernement qui, pour être un gouvernement de gauche n'en est pas moins un gouvernement colonialiste, au service de la bourgeoisie.

La crise s'approfondit, menace, des millions et des millions de travailleurs de par le monde seront encore jetés au chômage dans les mois qui viennent.

Suite p. 4

NI LE CYNISME DE L'IMPERIALISME BRITANNIQUE, NI LA DEMAGOGIE DES MILITAIRES ARGENTINS NE SONT FAVORABLES AU PEUPLE ARGENTIN

Aussitôt que quelques dizaines de britanniques furent tués après l'attaque d'un navire de guerre britannique par les Argentins on a vu l'opinion changer en Angleterre. La population n'est pas d'accord en Angleterre pour envoyer ses fils mourir pour les Malouines. Et elle a bien raison. Les gouvernants de ce pays peuvent bomber le torse et parler de l'honneur britannique à sauver. Ça c'est leur affaire. L'affaire de la population, c'est que ce sont ces mêmes personnes qui jouent à la guerre et avec la vie des autres qui sont incapables d'empêcher la crise de faire de l'Angleterre un des pays les plus malades de l'Europe. Alors, dans ces conditions, on comprend bien que l'enthousiasme ne soit pas délirant pour aller guerroyer avec les Argentins à plus de 15.000 km des Iles Britanniques.

En Argentine, on a vu aussi que la guerre impliquait que des centaines ou des milliers de gens risquaient de perdre la vie. Mais la motivation des sentiments nationalistes y est plus forte qu'en Angleterre. Le passé colonial de l'Angleterre en Argentine, la situation de pays de la zone pauvre du monde, le sentiment d'être attaqué par un pays beaucoup plus puissant à la porte de chez soi, alimentent ces sentiments nationalistes



Soldats argentins prêts à mourir pour les îles désertes des Malouines

à l'armée argentine aux abords même du pays.

Et l'expédition britannique a des airs d'expédition coloniale. La différence avec le passé, c'est qu'il ne suffit plus que la marine anglaise se présente en face des côtes argentines comme en 1810 pour que les gouvernants se plient à leur volonté et acceptent leurs conditions. L'impérialisme a lui-même vendu des armes efficaces à la dictature militaire argentine. Et c'est une fusée française qui a détruit le bateau de guerre anglais.

Les armes constituent un fructueux commerce sur la planète et aujourd'hui un certain nombre sont aux mains de pays pauvres.

Bien sûr, ces pays ne pourraient pas résister longtemps à une attaque massive des grandes puissances. Mais celles-ci devraient quand même mener une guerre pénible que leurs peuples ne sont pas forcément prêts à accepter — comme le montre l'attitude générale de la population anglaise.

Mais dans ce conflit qui oppose la junte militaire argentine aux navires de l'impérialisme anglais. Le peuple argentin n'a rien à gagner à s'aligner sur la junte au nom de la riposte à l'expédition d'allure coloniale des Anglais.

En réalité si les militaires argentins se sortent avec succès de cette affaire, leur pouvoir ne pourra qu'être renforcé et la po-

pulation ne devra pas s'attendre à de la « reconnaissance » pour les avoir soutenus et avoir observé une sorte de trêve d'union sacrée.

On peut difficilement prévoir ce qui se passera en Argentine si la crise entre ce pays et l'Angleterre se poursuit longtemps encore.

Les deux gouvernements celui des militaires et celui de madame Thatcher courent le même risque, celui de disparaître si les événements s'aggravent ou si l'un des deux perd la face dans l'affaire.

Mais surtout l'impérialisme — et en particulier l'impérialisme américain — ne tient pas à créer une situation instable ou une ébullition populaire en Argentine même s'il est soucieux de ne pas lâcher les Anglais.

L'intérêt du peuple argentin n'est, ni de partir en croisade pour les Malouines derrière la dictature sanglante qui opprime ce peuple, ni d'accepter les diktats coloniaux de l'impérialisme anglais. La démagogie des militaires argentins qui cherchent avec l'affaire des Malouines à détourner le mécontentement du peuple argentin, ni le cynisme de Madame Thatcher qui se drapent dans une tenue de combattante pour la démocratie et contre la dictature n'offrent rien de bon aux travailleurs et à tout le peuple argentin.

G. R.



La population soutient massivement les dictateurs argentins.

qui portent semble-t-il une forte partie des argentins.

Ceux-ci ont évidemment quelques raisons de se sentir mécontents d'être menacés par une flotte britannique qui s'attaque

Fermeture du Lareinty LA BAUDRUCHE SE DEGONFLE!

La SICA-Lareinty vient de licencier son personnel. Il lui manque en effet de l'argent pour payer les ouvriers. La SICA, gestionnaire de l'usine met la clef sous le paillason (elle vient de se dissoudre).

La SEM (Société d'Économie Mixte) qui devait prendre la relève, n'est pas encore constituée, contrairement aux assurances qu'avait faites le gouvernement.

Ce nouvel épisode est significatif des difficultés de l'industrie sucrière, qui ne cesse de se débattre de crise en crise. C'est ainsi que l'on apprenait la semaine dernière que la production de cannes avait encore baissé : les prévisions sont pour 1982 de 230.000 tonnes, contre 243.000 tonnes l'an dernier.

Avec un tonnage de cannes de plus

en plus faible, il semble que non seulement, il n'y aura pas de cannes pour les 2 usines, mais même pour une seule. Et ce sont les travailleurs qui risquent de faire une fois de plus les frais de cette affaire, en perdant leur emploi et en se retrouvant au chômage.

Ces difficultés montrent donc bien l'impasse dans laquelle se sont fourvoyés partis et syndicats de gauche. Devant le déclin de la canne à sucre, déclin organisé par les riches capitalistes propriétaires de terre, ils se sont contentés d'organiser des manifestations en exigeant la mise sur pied d'une société d'économie mixte pour faire repartir la production sucrière.

Cependant, il y avait une autre solution, ou plutôt une solution véritable qui protège les intérêts des travailleurs des usines du

Lareinty et du Galion, comme ceux des petits paysans producteurs de canne : que l'on se saisisse des milliers d'hectares de terres encore plantés en cannes par les gros, par les békés. Que les travailleurs les partagent entre eux !

Telle n'a pas été la voie suivie par la gauche. Les travailleurs en paient maintenant les conséquences.

Il faut signaler l'attitude scélérate d'Émile Maurice qui dans un télex au gouvernement lui reproche de ne pas avoir autorisé le licenciement des ouvriers plusieurs mois auparavant ! Il faut que ce valet de la droite se sente vraiment protégé pour tenir un langage aussi méprisant envers les travailleurs !

J. B.

LE PCM AVEC L'UNION SOVIETIQUE CONTRE LE DROIT DES PEUPLES

Récemment le Parti Communiste Martiniquais a reçu une délégation du Parti Communiste d'URSS, délégation qui avait d'ailleurs été invitée depuis longtemps mais à qui le précédent gouvernement avait constamment refusé un visa d'entrée.

Il ressort de cette invitation et de cette visite que le PCM est pleinement en accord avec la politique menée par l'Union Soviétique. «Justice», organe du PCM écrit que «Le secrétaire général du PCM, Armand Nicolas, a souligné la solidarité des relations fraternelles entre le PCM et le PCUS...» Et Justice d'insister sur «la politique extérieu-

re de l'URSS, pour la défense de la paix, l'aide au mouvement de libération nationale, aux jeunes états indépendants...»

Bref, c'est l'union parfaite de deux partis en accord sur tout.

Pas de problèmes pour le PCM sur la question de la Pologne, ni sur celle de l'Afghanistan. Pour le PCM l'URSS y défend sans doute «le droit des peuples et la paix», consistant comme chacun sait en invasion du territoire, guerre, comme en Afghanistan, ou état de siège et emprisonnement de militants syndicalistes comme en Pologne.

Non, pas de problème pour le PCM, il cautionne tout.

P.P.M. : DARSIERES VEUT-IL FAIRE

MONTER LES ENCHERES ?

Dans l'éditorial du «Progressiste» du 21 avril, le secrétaire général du P.P.M., Camille Darsières, annonce que le P.P.M. s'appête à établir dans les jours qui viennent un «premier bilan» de l'action du gouvernement socialiste, après un an de pouvoir. Et il précise de manière catégorique : «Notre parti fera l'inventaire, sans biaiser».

Camille Darsières met longuement en avant le soutien qu'a apporté le P.P.M. au candidat Mitterrand, tout au long de sa campagne, et combien ce parti dut résister aux diverses oppositions qui s'élevaient «dans le camp nationaliste», c'est-à-dire également dans ses propres rangs, contre l'appui au candidat socialiste. Mais le 10 mai devait récompenser ses efforts : «Le 10 mai fut, pour le Parti Progressiste Martiniquais, écrit Darsières, la Victoire souhaitée, à laquelle il porta son infinitésimale contribution, mais sa contribution. Et là aussi, en dépit des gouailleries groupusculaires mais virulentes, le P.P.M. choisit le risque de poser que la victoire du 10 mai était grosse de changement outre-mer. Depuis, notre presse a été, sans conteste, le seul efficace organe de soutien au Pouvoir Socialiste ; sinon de soutien inconditionnel du moins de soutien loyal, amicalement et positivement critique».

Darsières prend donc beaucoup de soin à rappeler que le P.P.M. a contribué à la victoire de Mitterrand et qu'il a continué depuis à le soutenir et même à servir de faire-valoir au gouvernement socialiste, par l'intermédiaire de sa presse. Ce faisant, Darsières entend faire comprendre à ce nouveau gouvernement que le P.P.M. lui a été, et lui reste toujours utile, qu'il est son porte-parole auprès des masses martiniquaises (au moins celles qui sont pro-P.P.M.) et même son propagandiste. Mais il entend par la même occasion lui faire comprendre qu'il a besoin de lui, que sans le soutien du P.P.M. le nouveau gouvernement se verrait privé d'appui en Martinique.

Et Darsières agite la menace de ce «premier» bilan, bientôt effectué par le P.P.M. bilan qui révélera s'il y a eu ou non changement, et ce qu'il faut conclure d'un an de pouvoir socialiste pour les DOM, et notamment pour la Martinique.

Il appartiendra donc au P.P.M. de déterminer si ce bilan est négatif ou positif et si le P.P.M. a lieu ou non de changer de position, vis-à-vis du gouvernement.

Serait-ce l'annonce d'un prochain tournant dans la politique du P.P.M., qui du «moratoire» passerait à la critique et à l'opposition vis-à-vis du gouvernement qui pour l'occasion redeviendrait «colonialiste» ? Ou bien tout simplement, ne s'agit-il pas plutôt d'un appel du pied discret de Darsières en direction de Mitterrand pour manifester le soutien du P.P.M. et réclamer davantage de considération de la part du nouveau pouvoir ?

Car il est vrai que jusqu'ici le gouvernement socialiste a été quelque peu ingrat vis-à-vis de ses affidés d'outre-mer. Le PPM notamment, à part la mission culturelle accordée à Césaire et dont on n'entend d'ailleurs plus parler, n'a pas reçu grand-chose du gouvernement en échange de son soutien. Alors, il tient aujourd'hui, par la bouche de Darsières, à le lui rappeler et à lui faire comprendre qu'il attend toujours la récompense de ses bons et loyaux services. Sinon, il risque de se fâcher...

Claire GOYA

L'ARGENTINE :

C'est un pays d'Amérique latine très grand (environ 2.800.000 km²) soit plus de 5 fois la France.

Mais c'est un pays peu peuplé, moins de 28 millions d'habitants.

La majorité de la population vit dans de grandes villes : Buenos-Aires compte 3 millions d'habitants et 10 millions avec les banlieues. Rosario et Cordoba sont de grands centres industriels où existent une tradition de luttes ouvrières. De véritables insurrections ouvrières ont eu lieu dans ces villes en 1969.

La période de 1946 à 1955 a été marquée par un régime politique dit «péronisme» ou justicialisme qui s'appuyait sur certaines couches de population pauvres les «descaminados» (les «sans-chemises»). Le dictateur qui dirigeait le pays, Péron et sa femme «Evita», étaient très populaires. La démagogie dont ils firent preuve permit aux capitalistes argentins de développer leurs affaires sans conflit majeur avec la classe ouvrière en profitant des difficultés de l'Europe pendant la Guerre. Une certaine prospérité vit le jour à cette époque. Le pays s'industrialisa en partie. De puissants syndicats péronistes (corporatistes) virent aussi le jour, mais ils appuyaient le régime.

Puis ce fut le désenchantement dans les années qui suivirent. Les États-Unis avaient remplacé les Britanniques dans le rôle de principal fournisseur de l'Argentine, mais ils achetaient beaucoup moins à l'Argentine. La classe bourgeoise argentine tenta de développer une production industrielle moderne. Cela rendit l'Argentine encore plus dépendante des puissances impérialistes.

L'Argentine en bon pays sous développé qui avait eu un moment l'illusion du développement industriel s'est retrouvée avec ses difficultés qui ne firent que se développer au cours des années 60 où l'on vit s'installer définitivement une dictature militaire qui s'acharna à détruire tous les foyers de péronisme. Car en fait ceux-ci bien souvent servirent de point de ralliement aux travailleurs mécontents. Les militants des organisations péronistes bien souvent dirigèrent des grèves et des manifestations qui arrivaient aux limites de l'insurrection populaire.

La dictature se fit plus dure encore aux cours des années 70 où une force de police secrète — non officielle — se chargeait de faire disparaître tous ceux qui s'étaient signalés pour leur opposition au Régime militaire ou tout simplement pour leurs sentiments démocratiques. Syndicalistes, journalistes — y compris étrangers — militants politiques et certains de leurs proches «disparurent». On compte ces «disparus» par milliers.

Aujourd'hui des centaines de personnes — les mères ou femmes des victimes — manifestent en permanence en marchant en silence devant le palais présidentiel. On les appelle «les folles de Mai» parce que le régime a traité de «folie» leurs réclamations !

Aujourd'hui, sur le plan économique l'Argentine se débat dans des difficultés économiques énormes. On pourrait d'une certaine façon comparer ce pays à la Pologne. Comme ce pays l'Argentine a une certaine industrie et une agriculture tournées entièrement vers l'exportation. Pour faire face à la concurrence puissante des pays riches qui contrôlent le marché mondial, la classe dirigeante extorque le maximum de profits sur le dos des ouvriers et agriculteurs. Pour s'équiper en machine le pays ne fait que s'endetter toujours plus.

L'Argentine exporte à la fois des produits agricoles et industriels. La dette extérieure de ce pays est très élevée et dépasse de beaucoup le montant des exportations. Est-il besoin d'ajouter que l'essentiel de cette dette est envers les pays occidentaux développés et envers les USA.

L'inflation ronge l'économie et aggrave sans cesse la misère de la population.

1er MAI EN MARTINIQUE



La banderole de la CGT-Santé

Le 1er mai cette année coïncidait pratiquement avec le 1er anniversaire de l'installation de la gauche au gouvernement. Après un an, on ne voit guère le changement, le caractère colonial de la société martiniquaise n'a pas changé. Le chômage n'a en rien diminué, l'émigration continue. Gendarmes, gardes mobiles sont toujours en place. Juges blancs, chefs de service blancs ; l'administration coloniale demeure inchangée. Les gros propriétaires blancs, les békés, tiennent toujours en main l'économie du pays. Les patrons sont toujours arrogants, le SMIC-DOM toujours bas.

Bref, la gauche au gouvernement ne fait pas différemment de la droite. C'est toujours la même politique colonialiste. Mais la gauche antillaise continue à entretenir les illusions des travailleurs sur ce que pourra faire ce gouvernement de gauche.

Ainsi ce 1er mai, où plus d'un millier de personnes ont défilé à Fort-de-France l'après-midi, a-t-il vu se faire un consensus général des organisations CGTM, CFTC, FO, Fé-

dération Socialiste, PCM, qui ont exprimé plus ou moins ouvertement leur soutien au gouvernement de gauche français. Et ce n'est pas la banderole du PCM «Pas de changement sans décolonisation» qui pouvait faire illusion puisque ce parti refuse de remettre en cause la politique du gouvernement socialiste et la qualifie de ce qu'elle est réellement, c'est-à-dire de colonialiste.

Seuls les hospitaliers du Syndicat CGT de la Santé tranchaient dans ce cortège peu contestataire. Ils avaient en effet écrit sur leur banderole : «le gouvernement de gauche fait le jeu des patrons, comptons sur nous-mêmes pour changer notre vie».

C'est bien en effet la leçon que les travailleurs doivent tirer après avoir vécu l'expérience d'une année de gouvernement de gauche.

Les militants nationalistes d'Asé Plé ainsi que leur syndicat l'UGTM, n'avaient voulu défilé avec l'ensemble des autres organisations. Comme à leur habitude, ils ont défilé le matin au Robert, à plusieurs centaines de personnes dont beaucoup de jeun-

Fort de France: Comité unitaire du 22 Mai ou bien union sacrée du PCM, GRS, PPM, et du PS avec le gouvernement de l'état colonial?

Depuis 2 semaines à l'initiative du Parti Communiste Martiniquais se tiennent des réunions afin de constituer un Comité Unitaire du 22 Mai. Combat Ouvrier a été invité à participer à ces réunions.

Pour nous, il s'agissait de rompre avec les pratiques antidémocratiques qui ont eu lieu dans le passé. Il nous suffit simplement de rappeler que l'an dernier, à l'issue du défilé, seules 3 organisations avaient eu droit à la parole : le PCM, le PPM et la CGTM ! Toutes les petites organisations se trouvaient donc de ce fait privées du droit à la parole.

Donc nous posions comme préalable que chacun ait droit à la parole au cours des manifestations du 22 Mai. Cela nous fut accordé en fin de compte.

Mais alors là intervint un autre élément. Notre tendance avait jugé bon de présenter un texte servant de projet de déclaration commune. A notre grande surprise, on nous demandait de donner notre signature à deux initiatives prises en notre absence. Selon la CDMT, cela devait être la preuve que nous faisons partie du Comité Unitaire du 22 Mai.

Nous avons bien entendu refusé de souscrire à pareille exigence : nous n'avions à donner ni notre accord, ni notre désapprobation à des actes qui ne nous concernaient pas directement.

Prenant prétexte de cela, la CDMT, soutenue par le GRS demandaient que notre texte ne soit pas discuté car nous ne faisons pas partie du Comité et que le seul texte à discuter soit celui établi par le PCM, le GRS et le SNES !

Bien entendu, ces arguments juridiques n'étaient là que pour empêcher la discussion sur le projet de déclaration commune, qui aurait pu gêner le PS notamment, puisque notre position est une critique sans complaisance

de la politique du gouvernement de gauche. Manifestement, un accord était déjà intervenu entre toutes ces organisations, du PS au PS en passant par la CDMT pour refuser notre participation aux manifestations du 22 Mai.

D'abord notre exigence, tout à fait normale, de parler nous-mêmes en notre nom avait déplu !

Ensuite, on a voulu nous obliger à signer un texte parlant de la «décolonisation» et de la lutte pour «qu'apparaissent sur notre sol martiniquais plus de bien-être, plus de liberté pour notre peuple» sans dire un mot contre le gouvernement de gauche qui :

- garde ses troupes coloniales aux Antilles
- envoie sa police contre les grévistes du port !

- fait des cadeaux à la droite (colonisation général) et aux patrons (les milliards pour le tanz)

- maintient même les vieilles inégalités coloniales (allocations chômage, SMIC, SO, etc) ;

Que la gauche locale (PCM, PPM, PS) prête à se courber tant et plus devant ses homologues au pouvoir en France n'a rien de surprenant.

Quand au GRS, qui à l'habitude de se bien bas «le président Mitterrand», il ou les Mitterrand, Defferre et Cie sont anciens responsables de la guerre d'Algérie, du massacre de Madagascar, de la torture en France etc..., que la «France de gauche» socialiste qu'elle est possède le Gabon elle tire l'uranium nécessaire à ses centrales nucléaires, contrôle le marché des matières premières extraites de toutes ses colonies d'Afrique à l'abri de l'armée française, précisons au Gabon!...

DECLARATION DE GERARD BEAUJOUR A FR3 MARTINIQUE LE MERCREDI 5 MAI

Voilà donc le changement : un an après la venue de la gauche au gouvernement, Combat Ouvrier dispose de 3 minutes pour faire entendre son point de vue sur les antennes de la radio officielle. Par contre des journaux comme Asé Pléré ou Griff an Tè n'ont pas été invités à s'exprimer sur ces mêmes ondes.

Alors oui, qu'en est-il réellement de ce changement si fermement promis avant le 10 mai ?

Pour les travailleurs il s'est réduit à pas grand-chose : 1 heure de travail en moins par semaine, quelques jours de congé de plus par an. Mais la loi a été volontairement si imprécise que les patrons en ont profité et qu'il a bien souvent fallu se battre pour ne pas perdre sur son salaire ou sur les avantages déjà acquis.

Par contre les patrons, eux, ont été largement servis : il a suffi à Gattaz, le patron des patrons, d'aller faire un petit tour dans le bureau de Mauroy pour qu'aussitôt des dizaines de milliards de subventions pleuvent sur le patronat.

Ici en Martinique, le gouvernement n'a cessé de reculer devant la droite : les élections qui ne devaient pas avoir lieu ont eu lieu, et l'Assemblée Unique réclamée par la gauche martiniquaise n'est pas assurée du tout de voir le jour.

La domination coloniale demeure telle quelle. L'état demeure un état colonial : l'administration blanche - préfets, chefs de service, responsables de l'armée et de la police, de la justice, sont en majorité écrasante des Blancs - tous ceux-là continuent à décider dans ce pays.

Le gouvernement de gauche avait annoncé qu'il mettrait fin à cette situation coloniale. Mais après un an, aucun changement ne s'est fait sentir. La fameuse décentralisation s'est révélée, comme c'était prévisible, une farce, et s'est réduite au changement de titre du préfet.

Les émissaires du gouvernement français délégués aux Antilles ne diffèrent en rien de leurs prédécesseurs : les mêmes semeurs d'illusions. Le gouvernement de gauche, comme celui de droite, affirme que nous sommes français et que nous le resterons. Le ton arrogant et paternaliste de ces déclarations n'a pas changé : c'est bien toujours le même mépris colonialiste.

Quant aux problèmes cruciaux qui se posent ici : chômage, émigration de la jeunesse, bas salaires, qu'a fait ce gouvernement de gauche ?

Eh bien il n'a rien fait, parce qu'il ne veut pas remettre en cause les intérêts des possédants, des riches, des privilégiés qui profitent du système colonial.

D'ailleurs, il n'a pas retiré d'ici ses gendarmes, son armée, ses gardes-mobiles, qui sont là pour protéger les intérêts des bourgeois contre la colère des noirs pauvres.

Et c'est bien pour cela que le gouvernement de gauche est tout aussi colonialiste que le précédent gouvernement de droite.

Les partis de la gauche martiniquaise, eux, se comportent en mendiants devant la gauche française.

Ils nous invitent à accepter le pouvoir blanc, le pouvoir de l'administration blanche, le pouvoir des riches.

Césaire a signé le moratoire, mettant ainsi au rancart près de 25 ans de prises de position anticolonialistes. En échange le gouvernement de gauche lui a offert une mission culturelle dérisoire, montrant par ce geste qu'il n'entend pas que les Martiniquais aient le véritable pouvoir en mains.

Alors, non, le changement, ce n'est ni de ce gouvernement de gauche, ni de la gauche martiniquaise telle qu'elle est aujourd'hui qu'il viendra.

Ce changement, les travailleurs les pauvres ne peuvent compter que sur leurs luttes pour l'obtenir.

CONTRE LA REPRESSION POUR LA LIBERATION DE DALON, MARC-ANTOINE, ALEXANDER : L'UNITE D'ACTION EST NECESSAIRE

Le comité de soutien pour la libération de Dalon, Marc-Antoine, Alexander a invité l'ensemble des organisations de gauche et anti-colonialistes à envisager ensemble les modalités d'action pour protester contre l'emprisonnement des trois travailleurs et agir pour leur libération.

Les organisations et syndicats de gauche : PCG et CGT n'ont pas répondu. Le camp patriotique, non plus.

Seules étaient présentes les organisations suivantes : GRS, GTA, Combat-Ouvrier, le GLA, Radio-Unité, le Journal Jougwa et l'UIG-CFDT, ces deux derniers en tant qu'observateurs.

Les organisations présentes se mirent d'accord sur un projet de tract commun et l'organisation d'un meeting commun à Morne à l'Eau samedi 8 mai. Elles se reverront mardi prochain, 18 h, à la salle Rémy Nainsouta pour envisager d'autres actions communes.

L'action commune restant ouverte, bien sûr, à toute organisation voulant s'y adjoindre.

Les organisations anti-colonialistes qui ont refusé de s'associer à l'action commune démontrent une fois de plus leur sectarisme. S'agissant du «camp patriotique», il a décidé de ne défendre jusqu'à présent que Marc-Antoine et Alexander parce qu'ils sont militants d'une des composantes du «camp patriotique».

Dalon, on l'ignore...

Le PCG et CGTG, de leur côté, semblent plus respectueux des intérêts de la gauche socialo-communiste au pouvoir en France que de ceux des travailleurs.

Pourtant, face à la répression, l'unité d'action dans le respect et l'indépendance de chaque organisation, voilà la règle simple et efficace que chaque organisation devrait respecter. Il n'y en a pas d'autre à notre avis qui s'impose face à la répression.

Les organisations et partis qui, au lieu de cela, se livrent à toutes sortes de calculs mesquins en raison de leurs intérêts de boutique n'agissent pas dans l'intérêt des travailleurs et de la population.

Seuls les préoccupent les intérêts de chapelle.

HOTELLERIE GUADELOUPE : PAUVRES PATRONS!

Les représentants des patrons de l'hôtellerie semblent jouer à un petit jeu de cache-cache avec ceux des syndicats.

Ceux-ci, on se le rappelle, avaient déclenché, il y a quelques jours une grève d'avertissement pour faire entendre aux patrons qu'ils en avaient assez d'attendre pour l'application de la convention collective de l'hôtellerie.

Il faut croire que les patrons n'ont pas apprécié la menace pour très grave puisqu'ils continuent de lanterner les travailleurs et les représentants syndicaux comme par le passé.

Les syndicats fidèles à leurs vieilles habitudes croient encore pouvoir discuter d'abord et négocier sans que les patrons soient contraints de céder par la force.

Ceux-ci ne cessent de faire valoir leurs bonnes raisons de ne rien accorder d'important. D'après ceux qui représentent ce sec-

teur touristique, l'hôtellerie et le tourisme en général, auraient bien du mal à survivre et les patrons seraient en bien mauvais état. Nous leur suggérons de citer en exemple le cas de l'un d'entre eux - le pauvre homme ! - M. Loret. Ce monsieur qui fait partie du lobby blanc créole, fut autrefois président de l'office du tourisme. Il possède aujourd'hui deux hôtels et serait actionnaire dans plusieurs autres. Il est aussi propriétaire de l'agence Hertz, d'agences importantes d'automobiles, il semblerait (d'après MAGWA) qu'il soit le principal actionnaire de près de 45 sociétés, dont une bonne part sont liées au tourisme.

Alors quand les patrons du tourisme disent qu'ils ne peuvent pas donner d'avantage à leurs riches travailleurs qui abusent de leur générosité ne faut-il pas les croire ?

Capesterre Belle-Eau ou Capesterre Chère-Eau?

Décidément les habitants de Capesterre ne sont pas décidés à se laisser bernier. Et ils ont raison. Après l'occupation réussie des maisons de la cité de l'allée des flamboyants, c'est maintenant l'eau potable que refuse de payer une fraction des habitants. Ils se sont même regroupés en comité. (Il ne s'agit pas forcément des mêmes qui avaient occupé les logements).

Mais toujours est-il que de nombreux capesterriens sont en colère car les factures de la SOCEA ont été subitement majorées et sans explications satisfaisantes. La SOCEA

prétend que la majoration correspond aux «frais d'égouts». Or, bon nombre de capesterriens résident dans des quartiers où les égouts n'existent pas.

On comprend la colère des capesterriens quand on sait que pour le premier trimestre 81, le montant de la facture était de 53,85 frs et qu'un an après à consommation égale ils constatent une augmentation de 400 %, c'est à dire 248 frs.

Le comité de non paiement a donc décidé de cesser tout paiement des factures d'eau à compter du second trimestre 1982.

POINTE-A-PITRE : LA GREVE A L'HOPITAL, EN REANIMATION, SEMBLE S'ELARGIR

La grève du service de réanimation de l'hôpital de Pointe-à-Pitre commencée depuis le lundi 26 avril se poursuit. Cette grève d'abord appelée par le syndicat nationaliste UTS, a reçu ensuite l'appui de la CGTG qui dans un tract appelle le personnel à se solidariser avec «la Réa».

Les travailleurs de la Réanimation, service essentiel à l'hôpital, où convergent les cas très graves (blessés notamment, personnes en danger de mort etc...) sont surchargés et depuis son installation le service n'a pas vu son personnel augmenter. Certains médecins et membres du personnel soignant comparent ce service à celui d'un grand hôpital parisien.

Or le personnel y est infiniment moins nombreux.

Ce problème est d'ailleurs celui de tout l'hôpital en réalité, s'il fallait augmenter pour fonctionner convenablement c'est plus de 300 postes qu'il faudrait créer.

La direction soutenue par le Conseil d'administration de l'hôpital aurait accordé la création de 7 postes. Les grévistes ne l'entendent pas de cette oreille et un repré-

sentant du syndicat UTS parlant sur Radio Caraïbe fit bien sentir que les travailleurs de la Réa étaient déterminés à aller jusqu'au bout.

Pour l'instant, après un moment de flottement, le personnel des autres services soutient les grévistes. Les employés des «Urgences» se sont d'ailleurs mis en grève mardi 4 mai pour soutenir la réanimation. On parle aussi dans les laboratoires de s'y mettre, la Radio aussi serait prête à suivre.

Devant les carences de l'administration et les belles promesses non tenues du ministre des DOM-TOM Emmanuel, lors de son dernier passage, il ne reste aux travailleurs de l'hôpital de Pointe-à-Pitre qu'une solution : se battre pour imposer à l'administration de prendre plus sérieusement en compte leurs revendications.

Le ministre de la Santé a beau être un membre du Parti Communiste et celui des DOM un socialiste ces gens en bons gouvernants n'entendent pas changer quelque chose ici, si les travailleurs ne se battent pas. Ceux de l'hôpital semblent bien l'avoir compris.

SAINTE-ROSE :

LA RECOLTE : CHOMAGE ET MISERE REGNENT

Cette année de nombreux ouvriers agricoles de la région de Sainte-Rose sont sans travail. La coupe par paquets ayant été supprimée, les femmes en grande partie ont perdu leur emploi. Les travailleurs les plus âgés eux ont été mis en pré-retraite.

Tous ces travailleurs qui se sont inscrits à l'Agence Nationale Pour l'Emploi ont perçu en début de récolte une allocation de chômage.

Mais cette allocation ne leur a été versée qu'une seule fois, alors qu'ils s'attendaient à être payés toute l'année.

L'agence demande maintenant à chacun de refaire les dossiers. Cela signifie que les travailleurs doivent remplir des imprimés, retrouver des papiers, se déplacer pour se les procurer. Toutes ces tracasseries, toutes ces formalités découragent, et nombreux sont ceux qui y renoncent et qui en définitive ne percevront rien du tout. Et même lorsque tous les papiers sont remplis, que les dossiers sont faits, il faut attendre plusieurs mois avant que les allocations ne soient perçues. En plus de cela, pour être bénéficiaire de ces allocations il faut avoir le véritable statut de chômeur. Cela signifie que l'allocataire ne doit pas accepter un emploi ou un job.

Voilà beaucoup de conditions, beaucoup de procédés bureaucratiques pour percevoir des aides nettement insuffisantes. Seuls des petits jobs par ci, par là, permettraient de compléter ces maigres allocations. C'est donc un véritable cercle vicieux. Ceux qui acceptent même des jobs sont obligés de le faire clandestinement pour ne pas perdre leurs allocations.

En se retrouvant au chômage de nombreux ouvriers agricoles se sont fait des

illusions sur ces aides qui leur auraient été données. Les quelques miettes qui ont été distribuées en début de récolte avaient nourri ces illusions.

Aujourd'hui ils se rendent compte qu'ils ont été trompés et qu'ils se trouvent sans moyens de subsistance face à la misère.

L'administration berce les travailleurs d'illusions et leur fait des promesses. Beaucoup de travailleurs avaient mis leurs espoirs dans ce nouveau gouvernement de gauche. Comme le gouvernement de Giscard, il ne fait que des promesses.

Mais il n'a rien changé du tout dans le sort des travailleurs agricoles. Pour apaiser le mécontentement il a distribué un peu d'argent, mais les véritables problèmes demeurent.

Ces travailleurs qui jusqu'ici n'avaient la chance de trouver du travail que dans les champs de cannes, n'ont à présent aucune autre perspective. Où trouveront-ils du travail ?

Il y a de moins en moins de possibilités d'emploi dans ce pays. Sans ressources, sans moyens de subsistance ils sont aujourd'hui face au mur.

Mais après les illusions et le désenchantement, la colère est encore plus grande. Lorsque les travailleurs choisiront de se battre ils n'entendront plus les promesses, ni les belles paroles, que ce soient celles des élus qui leur disent de patienter, que ce soient celles des représentants du gouvernement de gauche qui viennent ici. La seule solution, et de nombreux travailleurs agricoles de la région de Sainte-Rose l'ont déjà compris, c'est de prendre les terres pour les cultiver et nourrir leurs familles.

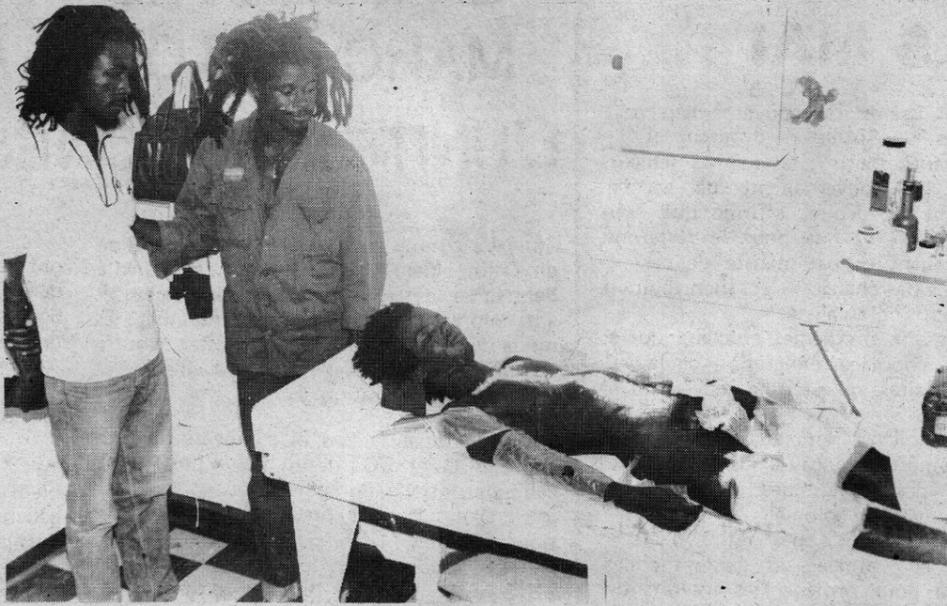
SAINTE-LUCIE : RETOUR EN FORCE DE LA DROITE

En bref... En bref...

Les élections au Parlement du lundi 3 mai ont donné une large majorité au parti conservateur de John Compton, le UWP (United Workers Party) qui remporte 14 sièges sur 17. Le UWP bat donc le parti de la gauche réformatrice qu'est le parti travailliste, le SLP, (Sainte-Lucia Labour Party), qui ne remporte que 2 sièges, alors qu'en 1979 aux dernières élections il était sorti largement vainqueur avec 12 sièges. Son principal leader, Allan Louisy, ne se représentait pas.

Quant au troisième parti, le PLP (Progressive Labour Party), parti de gauche également, qui se dit pro-cubain, conduit par Georges Odlum, il ne remporte qu'un siège. Ce parti est issu de la scission de Georges Odlum du parti travailliste (SLP), scission qui eut lieu il y a quelques mois, et qui fut le résultat de crises au sein du parti travailliste au pouvoir, aboutissant finalement à la dissolution du parlement, et provoquant donc les élections actuelles.

Georges Odlum s'opposait en effet à Allan Louisy et se présentait comme un progressiste, face au modéré qu'était Louisy. Mais son programme politique n'était pas plus clair ni plus offensif que celui du réformatrice Louisy, et la scission s'est en réalité produite essentiellement sur des bases d'oppositions personnelles aiguillonnées par l'ambition de ces deux hommes qui voulaient chacun le pouvoir. Mais pas plus que Louisy Georges Odlum n'avait de perspectives claires à offrir aux tra-



Quand la gauche était au pouvoir elle assassinait des jeunes

ment. L'ex-ministre des affaires étrangères Georges Odlum, était même accusé d'avoir trempé dans une affaire de vente de passeports. Ce à quoi il répliqua d'ailleurs pendant la campagne électorale en montrant une lettre prouvant que son adversaire de droite John Compton était également impliqué dans ce scandale !

Mais crises, scission et scandales ont démoralisé l'électorat de gauche, d'autant plus que celui-ci voyait bien que ni Louisy ni Odlum ne proposaient de solutions face à la crise, au chômage, aux bas salaires, au problème de la terre, toutes ces questions que les travailleurs et les pauvres avaient l'espoir de voir régler avec un gouvernement de gauche.

La participation aux élections s'en est ressentie car elle a été moins forte qu'en 79 où déjà elle n'atteignait que 60%.

Face à cette gauche timorée et opportuniste, déchirée par les ambitions personnelles de ses dirigeants, la droite de Compton, elle, a mené une campagne offensive et dynamique, une campagne «à l'américaine». Et le mot n'est peut-être pas si loin que cela de la vérité puisque John Compton est allé faire allégeance à Reagan lors de la visite de celui-ci à Barbade, et a chaudement approuvé «le plan Reagan pour les Caraïbes». Rappelons que ce plan consiste en l'octroi de subventions à certains pays de la Caraïbe pour que ceux-ci puissent passer commande aux capitalistes américains et leur permettre de s'installer sur leur sol et de profiter de leur main d'œuvre

bon marché. Cette attribution de fonds s'accompagne donc d'un renforcement de la dépendance de ces pays vis-à-vis de l'impérialisme américain. L'approbation du plan Reagan par Compton n'est peut-être pas étrangère aux flots de dollars avec lesquels ce dernier a mené sa campagne. Ce qui est sûr par contre c'est qu'il a bénéficié du soutien financier des capitalistes de la Chambre de Commerce de Sainte-Lucie. Son slogan était d'ailleurs : «Chrétiens toujours, communistes jamais».

La campagne électorale a été émaillée de nombreux incidents, affrontements entre partisans adverses, qui ont fait 2 morts et plusieurs blessés, voitures incendiées, etc...

La victoire éclatante de la droite, après une période de flou où la gauche a été incapable de satisfaire ses partisans, n'a rien d'étonnant.

Dans un pays pauvre comme l'est Sainte-Lucie, où les intérêts de quelques riches et de la majorité pauvre s'opposent violemment, il faut un gouvernement fort, une dictature, pour faire triompher les intérêts des uns ou des autres. La gauche s'étant montrée impuissante à prendre les mesures radicales contre les riches qui seules auraient permis aux pauvres de voir une amélioration de leur niveau de vie, elle n'a pu que favoriser le retour en force de la droite. Et avec Compton la bourgeoisie peut sans problème exercer sa dictature et elle s'appête à faire payer durement la crise aux travailleurs sainte-luciens.



G. ODLUM battu aux dernières élections

vailleurs et aux pauvres de Sainte-Lucie.

Durant toute la période où le SLP fut au pouvoir, c'est-à-dire pendant 30 mois, les scandales n'ont pas manqué à Sainte-Lucie, mettant en cause des membres du gouverne-

SMIC EN HAUSSE DE 2,2% : A COMPARER AVEC LES MILLIARDS DONNÉS AUX CAPITALISTES

Par décision gouvernementale le SMIC (salaire minimum) dans les DOM est passé à partir du 1er mai, pour une heure de travail, de 15,21 F à 15,55 F soit une augmentation de 2,20 %.

Tous ceux qui, touchent le SMIC, percevront à la fin du mois 2.700 F. brut. C'est largement insuffisant pour vivre ici, compte tenu des prix élevés des marchandises, des loyers et autres produits nécessaires à la vie.

Mais pour le gouvernement socialiste c'est bien suffisant pour les colonies. Il n'a même pas daigné aligner le SMIC-DOM sur celui de France qui est notablement plus élevé.

L'argument éculé et ressassé des patrons sur la différence de situation des entreprises ici a été écouté avec bienveillance par le gouvernement. Par contre personne ne demande à ces entreprises de montrer leurs livres de comptes ou ne vérifie ce qu'elles font de leurs bénéfices.

Toutes ces grosses compagnies de transport, ces groupes financiers qui sont dans l'agriculture (Cie Fruitière, SCA), les grosses entreprises de constructions et les entreprises moyennes appartenant aux capitalistes locaux (Aubéry, Simonnet, De Reynald - etc) que font elles de leurs bénéfices -sont-elles réellement incapables

de payer de meilleurs salaires... ?

Au moins, avant de suivre leur opinion l'administration soi-disant «socialiste» aurait pu ouvrir une enquête publique là dessus.

Les discours sur notre «spécificité» sont bien beaux, mais agir c'est autre chose.

Notre «spécificité» de pays sous développé nous impose d'avoir une économie qui fonctionne autrement qu'en pays industrialisé.

Mais c'est à la population, aux travailleurs de regarder de près les agissements des riches. Que font-ils de leur argent ? Les travailleurs des services publics (PTT, Banques, Téléx, compagnie d'aviation, douanes etc) peuvent chercher à le savoir.

Ensuite il faudra le rendre public. Ce ne sera pas le plus difficile. On verra alors s'il est juste que des dizaines de milliers de gens vivent avec un maigre salaire de 2.700,00 F pendant que les riches eux ont des moyens beaucoup plus considérables.

ÉCOUTEZ L'ÉMISSION DE COMBAT-OUVRIER SUR RADIO UNITÉ : 99,5 MGH SUR FM TOUS LES LUNDIS ENTRE MIDI ET UNE HEURE.

AGRICULTURE

DARBOUSSIER, BLANCHET FERMÉES - MAIS LES PROFITS DE LA SIAPAP CONTINUENT.

La société industrielle et Agricole de Pointe-à-Pitre (anciens Établissements Darboussier) a fait un bénéfice de 4.216.718 F pour le compte de l'exercice 1981. Par rapport à l'exercice de 1980 il y a eu un progrès de 16,9 %. Ainsi les capitalistes actionnaires voient chacune de leurs actions leur rapporter, en revenu, 10,50 F au lieu de 9 F en 1980. C'est dire, malgré les fermetures de Blanchet et de Darboussier, que les choses ne vont pas trop mal pour les capitalistes de la S I A P A P.

En réalité, les différentes réformes foncières réalisées dans ce pays n'ont servi qu'à renflouer les poches de ces gros capitalistes fonciers et usiniers

Estimant ne pas tirer suffisamment de profit du secteur sucrier, ils n'ont pas hésité à fermer leurs usines, en se disant aux abois et incapables de répondre à leurs échéances. Bien sûr, l'État bourgeois, émanation de cette société capitaliste a couru à leur rescousse renflouant leurs poches des deniers du peuple travailleur. C'est en cela que la Réforme Foncière appelée aussi «restructuration de l'industrie sucrière», n'a fait que remplir encore davantage les poches de ces vampires des pauvres que sont ces capitalistes du sucre et la S I A P A P en particulier.

DES POLONAIS QUI NE SE SOUMETTENT PAS

La dictature militaire en Pologne a dû accepter que plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestent hors des cadres officiels pour le Premier Mai et contre elle.

Cette manifestation fut aussitôt suivie d'une autre deux jours plus tard. Mais cette fois, les autorités polonaises avaient prévu de riposter. Mais elles n'ont pas trouvé des gens soumis devant elles. Les manifestants ont riposté pied à pied à la milice gouvernementale.

On a même vu - disent des journalistes - les policiers refluer sous les projectiles ou les grenades lacrymogènes renvoyées contre la milice.

De véritables combats de rues ont duré pendant une grande partie de la nuit.

Le gouvernement de la dictature polonaise n'a pas hésité à sauter sur l'occasion de ces manifestations pour rétablir le couvre-feu.

Le gouvernement militaire pensait pouvoir tranquillement tenter de se donner une

image de modération en libérant un millier de personnes et en levant le couvre feu.

Les Polonais ne sont pas décidés, pour une grande partie d'entre eux, à accepter passivement de subir la politique de la dictature militaire. Et dans tout le pays, on voit se lever des jeunes et des travailleurs qui s'organisent pour lutter par des moyens efficaces contre le pouvoir en place.

LE PENSEC... M... !

Pour le ministre de la mer, de passage à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre, les policiers ont interdit la circulation dans la rue Mortenol le lundi 3 mai de 16 h à 19 h.

Des jeunes cyclomotoristes habitant la cité Mortenol qui se trouvaient sur la Place de la Victoire ont été obligés de dépenser leur essence pour gravir la pente du morne Massabielle, passer derrière l'hôpital afin de regagner la cité.

Débarrassés de leurs machines, ils sont retournés voir ce ministre qui leur a causé tant de tracas. Ils ont attendu plus de 2 heures sous le soleil couchant. Ils s'ennuyaient mais ils étaient contents car en face d'eux les policiers antillais saucissonnés comme pas possible s'ennuyaient encore plus qu'eux et suaient à grosses gouttes !

Enfin le cortège du ministre toutes dents dehors survint. Ces jeunes se soulagèrent en poussant un vibrant «Vive le GLA» derrière les policiers au garde à vous.

EN BREF... ! EN BREF... !

GUADELOUPE : PRISUNIC A DISPARU ? IL REAPPARAÎT.

Dernièrement le signe Prisunic a disparu en Guadeloupe, en Martinique et en Haïti. Reynoird propriétaire des magasins qui portaient ce nom, a rompu ses liens avec le groupe français Prisunic pour s'allier avec un autre, Mamouth-KDIS. Pour Prisunic ce sont des millions de francs de bénéfice qui s'envolaient. Il lui fallait trouver des partenaires aux Antilles. Il semble qu'en Guadeloupe ce soit chose faite, et qu'en Martinique on discute toujours.

Les magasins UNIMAG appartenant à Aubery, Carrefour-Chanzy, à Clairville, et les superettes des Paulin-Mérope porteront le mois prochain le nom de Prisunic et ils vendront les produits prisu et forza, comme précédemment le faisaient les établissements Reynoird.

SUITE DE L'EDITORIAL

L'inflation ne ralentit pas. Déjà les gouvernements se lancent dans des entreprises guerrières et belliqueuses pour tenter de faire l'unité nationale autour d'eux. Les armes s'accumulent dans les états majors, il faudra bien qu'elles servent un jour, et ce sera alors pour défendre les intérêts de telle ou telle fraction de la bourgeoisie.

Mais dans cette situation où les travailleurs paient les effets de la crise, d'une crise qui a toutes les chances de s'aggraver encore, ce n'est pas la gauche traditionnelle qui peut offrir des perspectives de lutte.

La gauche antillaise, pas plus que la gauche française, ne veut armer à l'avance les travailleurs et les pauvres pour les luttes qui les attendent demain avec l'approfondissement de la crise.

Cela, seuls les révolutionnaires le veulent.

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à Gérard BEAUJOUR

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commission paritaire

N° 51728